

L'agroécologie peut nourrir l'Europe en 2050

© Iddri TYFA / <https://www.iddri.org/fr/projet/tyfa>

L'agriculture européenne peut se passer de pesticides tout en garantissant la sécurité alimentaire des Européens, selon l'Iddri. Cela passe par un changement de régime alimentaire et une reterritorialisation du modèle agricole.

Actu-environnement / 12 septembre 2018 | Sophie Fabrégat

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/agriculture-pesticides-agro-ecologie-rendement-transition-31993.php4#xtor=EPR-1>

L'agriculture européenne peut sortir des [pesticides](#), réduire ses impacts sur le climat et la biodiversité tout en assurant la sécurité alimentaire des Européens. Telle est la conclusion d'une [étude](#) publiée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) ce jeudi 13 septembre.

Alors que l'Europe est en train de plancher sur sa [politique agricole](#) de demain et que les parlementaires français réexaminent le [projet de loi sur l'agriculture](#), le scénario Tyfa (Ten years for agroecology), développé dans l'étude, montre comment une généralisation de l'agroécologie est possible et souhaitable.

"Le débat actuel sur le futur de l'agriculture s'est enlisé, face à l'impossibilité de tenir ensemble l'objectif de produire autant ou plus qu'aujourd'hui et la nécessaire réduction des impacts sur le climat et la biodiversité, explique Pierre-Marie Aubert, coordinateur de l'initiative Agriculture européenne à l'Iddri. Pour dépasser cette opposition apparente, nous avons renversé la question : quels sont les besoins des Européens pour une alimentation saine et durable et quels sont les modèles agricoles pour y répondre en respectant les enjeux environnementaux".

L'étude part du constat que les comportements alimentaires actuels ne sont ni sains, ni durables : "Si l'on se base sur les directives de l'OMS et de l'autorité européenne de la santé, nos régimes alimentaires sont trop riches en calories (légèrement), en protéines (deux fois trop) et en sucre (trois fois trop). En revanche, ils sont déficitaires en fruits et légumes et en fibres, poursuit l'expert. On peut donc faire évoluer ces régimes alimentaires pour faire évoluer la matrice agriculture".

Des baisses de rendement de 10 à 50%

Le scénario démarre donc par un rééquilibrage du régime alimentaire européen : plus de céréales, de féculents, de fruits et légumes, de [protéagineux](#) et moins de viande, œufs, poisson et produits laitiers. "A partir de là, notre étude montre qu'une Europe agroécologique est capable de nourrir les Européens en 2050, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% et de reconquérir la biodiversité". Concrètement, il s'agit d'abandonner les pesticides et engrais de synthèse, en s'appuyant sur les fonctionnalités des systèmes agro-écologiques : rotation des cultures, fixation de l'azote par les légumineuses, utilisation du fumier pour fertiliser les sols, redéploiement des infrastructures écologiques (haies, mares, arbres, murets...) à hauteur de 10% des surfaces utilisées, reterritorialisation des prairies naturelles, développement de l'élevage extensif...

Avec ce modèle, les rendements baissent de 10 à 50% selon les cultures. Pourtant, cette production suffit à assurer l'alimentation des Européens et même plus : "Notre modèle conserve également une

capacité d'exportation en céréales, produits laitiers et vin. En revanche, il réduit fortement la dépendance de l'agriculture aux importations. Aujourd'hui, l'Union européenne importe l'équivalent de 35 millions d'hectares de terres arables, essentiellement des tourteaux de soja provenant d'Amérique latine pour l'alimentation du bétail", souligne l'expert. Le scénario priorise également les usages alimentaires des terres arables et supprime la production de biocarburants à l'horizon 2050.

La société entière doit être mobilisée

Quid des revenus des agriculteurs ? *"Effectivement, il y aura une baisse des rendements. Et avec davantage de travail humain, une partie des coûts de production est susceptible d'augmenter. Cependant, le modèle repose sur une baisse importante des intrants, ce qui induit une baisse de coûts".* Le logiciel sociétal devra également être revu. La part de l'alimentation dans le budget des ménages ne cesse de baisser. Les coûts, pour la collectivité, des régimes alimentaires trop riches et de la dépollution (traitement de l'eau...) ne cessent d'augmenter. Une nouvelle équation peut donc être trouvée, avec une revalorisation des prix, une rémunération des coûts évités pour la société...

"Notre scénario est éminemment moderne, nous ne prévoyons pas un retour vers le passé. Il répond à des enjeux criants, auxquels il faut répondre rapidement. Mais si on veut qu'un tel modèle se déploie, le niveau de technicité, d'inventivité des opérateurs agricoles doit augmenter car la chimie a simplifié de manière drastique les systèmes". La recherche devra être mobilisée et les pouvoirs publics impliqués pour fixer les [objectifs](#), reconstruire les [filières](#), éviter une concurrence déloyale à l'échelle internationale...

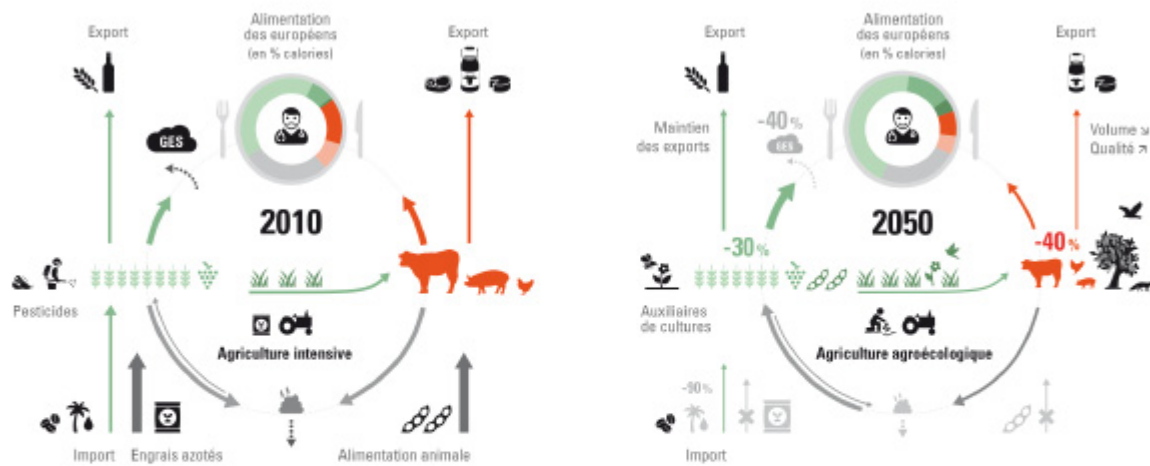
Dix ans pour prendre les bonnes décisions

Pour mener cette révolution, l'étude prend pour horizon 2050, *"le temps qu'il a fallu pour que le projet transformateur de l'agriculture d'après guerre aboutisse".* Mais, prévient Pierre-Marie Aubert, *"les décideurs ont dix ans pour prendre les bonnes décisions en termes de politique agricole".* Aujourd'hui, les travaux sur la future politique agricole commune (PAC) font le choix de *"produire plus, avec moins".* *"Ces réflexions font l'impasse sur la qualité des aliments. Elles donnent également la priorité aux questions climatiques, qui conduisent à un biais terrible : la disparition des prairies permanentes qui sont la matrice de la biodiversité dans les espaces ruraux".*

En France, les [Etats généraux de l'alimentation](#) posaient le même postulat que l'étude de l'Iddri : celui d'une transformation globale de l'[assiette au champ](#). Mais le projet de loi qui en a découlé est bien en deçà des [espoirs](#) suscités... *"Aujourd'hui, l'enjeu économique est priorisé au détriment des apports sociétaux et des besoins des agriculteurs, analyse Pierre-Marie Aubert. L'industrie agroalimentaire est le premier pourvoyeur d'emploi en Europe. Si la part des aliments transformés diminue, se pose la question des emplois dans ce secteur. De même, si l'agriculture fournit des produits de meilleure qualité et moins standardisés, les coûts pour l'industrie agroalimentaire augmenteront".*

Malgré tout, les travaux ont été initiés avec le monde agricole depuis quelques années pour entamer cette transition. *"Les premières briques du projet agroécologique ont été posées",* estime l'expert.

SCÉNARIO POUR UNE EUROPE AGROÉCOLOGIQUE EN 2050



Productions

- Céréales et féculents
 - Fruits et légumes
 - Protéagineux (pois, lentilles...)
 - Viandes, œufs et poisson
 - Produits laitiers
 - Autres
- Prairies

Le scénario TYFA (Ten Years for Agroecology) repose sur l'abandon des pesticides et des fertilisants de synthèse, le redéploiement des prairies naturelles et l'extension des infrastructures agroécologiques (haies, arbres, mares, habitats pierreux). Il envisage également la généralisation de régimes alimentaires plus sains, moins riches en produits animaux et faisant une plus grande place aux fruits et légumes. Malgré une baisse de la production de 35 % par rapport à 2010 (en kcal), ce scénario satisfait aux besoins alimentaires des Européens tout en conservant une capacité d'exportation sur les céréales, les produits laitiers et le vin. Il permet une réduction des émissions de GES du secteur agricole de 40 % par rapport à 2010, une reconquête de la biodiversité et la conservation des ressources naturelles.

Usage des sols = 2010 = 2050

